

UNE ANNÉE APRÈS SA CONFÉRENCE DE MAZAFRAN

L'opposition face à l'entêtement du pouvoir

L'opposition, celle qui s'est retrouvée, il y a une année, dans une rencontre inédite, prend acte de «l'entêtement» du pouvoir à ne se fier qu'à sa propre feuille de route.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'était, hier samedi, à l'occasion d'un conclave de l'instance de suivi et de concertation de l'opposition, consacré à faire l'évaluation de son action depuis la fameuse conférence de Zéralda et surtout de dégager une nouvelle feuille de route à la lumière des nouvelles donnes.

Principalement celles intervenues ces derniers temps et que l'ex-secrétaire général du FLN et candidat à la présidentielle du 17 avril 2014 a qualifiées de «bouleversements qui s'accroissent» annonciateurs, selon lui, de «mutations» à la fois «profondes, larges sensibles et précises dans les prochaines semaines». Pour Ali Benflis, ces derniers bouleversements participent à une «stratégie offensive des tenants du pouvoir désormais «convaincus» de la vacance de ce dernier». Une vacance que l'on ne peut voiler avec, citera-t-il, une «paralysie quasi totale de toutes les institutions constitutionnelles et même l'administration publique». Sauf que ce tandem «vacance du pouvoir» et «paralysie des institutions» a donné bien des idées à certains. Des «facteurs non constitutionnels» qui, selon Benflis, «se sont accaparés de la décision politique qui se fait, se prend et s'applique en dehors des mécanismes constitutionnels et l'Etat et ses institutions qui n'ont d'existence que formelle». Pour l'ex-chef du gouvernement, «ces facteurs se recrutent dans le cercle des proches du président de la République, des forces de l'argent sale dont le système politique a fait une assise principale et, enfin, la clientèle politique qui lui sert de couverture politique et constitue le prolongement politique des deux premiers facteurs. C'est le trio du pouvoir réel», expliquera-t-il.

Benflis avertit de «l'héritage du pouvoir»

Cette stratégie qui vise «l'héritage du pouvoir qui ne signifie pas une succession héréditaire du pouvoir qui ne se limite pas au cadre familial étroit mais s'élargit et peut couvrir la transmission cooptée de ce pouvoir», estimera encore Benflis, est dans «ses premières étapes et est appelée à se développer tout prochainement».

Ce qui, à ses yeux, constitue le «prochain défi de l'opposition» qui doit faire face à cette stratégie.

L'appel du RCD à une marche le 5 octobre

Une analyse que partage à bien des égards le RCD. Son président estimera que le pouvoir s'est engagé ces derniers temps à mettre de l'ordre dans ses rangs. Comment ? En violant des lois fondamentales des partis qui lui sont acquis et des coups d'Etat contre leurs dirigeants et la redistribution des postes ministériels pour les mêmes personnes impliquées dans des actes de corruption.

Mohcine Belabbas affirmera que cet entêtement à «reconduire l'échec» et à le renouveler après l'échec du «consensus entre les factions du pouvoir» a pour but un «repositionnement en vue d'une nouvelle étape, celle de l'après-Bouteflika» et ce, «au détriment des intérêts du



Photo : Samir Sid

Ces derniers bouleversements participent d'une «stratégie offensive des tenants du pouvoir» selon M. Benflis.

pays». Pour lui, ce «passage en force» du clan présidentiel prélude d'un «retour définitif aux pratiques du parti unique quand le Président s'accapare toutes les prérogatives dans la gestion de toutes les institutions».

Et au président du RCD d'avertir de l'erreur de compter sur la détérioration sur le double plan économique et social en sus du rétrécissement des libertés, pour y voir une solution de la chute du régime». Car, pour lui, il y a nécessité de «travailler davantage au sein de l'opposition, à provoquer le changement pour sauver ce qui peut l'être avant qu'il ne soit trop tard». «Tout ce que l'ISCO a entrepris jusque-là reste insuffisant du fait qu'elle n'a pas intensifié ses efforts pour mobiliser les citoyens pour inverser le rapport de

forces», dira Belabbas qui fera, dans ce sens, deux propositions. Une marche populaire le 5 octobre prochain à Alger pour «dénoncer les atteintes aux libertés individuelles et collectives et les problèmes sociaux » et un accord national le 1^{er} novembre autour de la transition démocratique pour «prouver que cette transition commence par la fin de ce système dictatorial et sans légitimité».

Mokri voit la sortie «probable» du peuple dans la rue

Pour sa part, le président du MSP affirmera que «cet entêtement du pouvoir et ses derniers actes indiquent qu'on «est appelés à une nouvel-

le étape via laquelle le pouvoir voudra passer ses plans par tous les moyens». Abderezzak Mokri prévoit des «bouleversements et des perturbations à tous les niveaux». Et d'avertir à son tour : «Nous ferons face à davantage d'intimidations et nous devons, pour ce faire, nous y préparer et calculer chacune de nos actions en vue de gagner davantage d'alliés à tous les niveaux et toutes les couches sociales.»

Et de prédire la sortie du peuple dans la rue qui est, selon lui du «domaine du probable». D'où, poursuivra-t-il, «l'impératif de s'y préparer car la «direction et la gouvernance signifient prospection et préparation pour les pires situations. Une sortie qui sera spontanée et que les erreurs et les fautes du pouvoir nourrissent et les politiques de rétrécissements des libertés alimentent».

Intervenant au nom de l'ex-FIS, Ali Djeddi soutiendra que l'opposition est «contenue» par le pouvoir, exprimant son regret que les citoyens «n'aient pu s'exprimer». Il proposera à ses pairs de l'ISCO de rompre les amarres avec ce pouvoir en «retirant», pour ceux qui en ont, leurs élus dans les assemblées.

Pour sa part, le président de Jil Jadid regrettera que ce projet de transition démocratique n'ait pu «faire l'unanimité de la classe politique y compris les partis du pouvoir». Soufiane Djillali exhortera ses pairs de l'ISCO à «capitaliser l'immense travail accompli depuis une année au moins. Plus que cela, il nous faut maintenant clarifier notre méthode de travail, élargir le cercle des participants, convaincre le plus grand nombre de nos concitoyens de la justesse de notre voie».

Pour lui, c'est «forte de sa cohésion» que l'opposition «pourra déclarer sa disposition à un vrai dialogue avec les détenteurs de la décision politique pour engager le pays dans une politique de réformes consensuelles».

M. K.

LE 1^{ER} SECRÉTAIRE DU FFS À AÏN-DEFLA :

«Tous les indicateurs sont au rouge»

Le 1^{er} secrétaire national du FFS, Mohammed Nebou, a animé une rencontre avec ses militants et les représentants du parti des wilayas limitrophes de l'Ouest, une rencontre à laquelle a pris part une assistance nombreuse où on a remarqué la présence même du nouveau mouhafed FLN de la région ouest, nouvellement installé.

Prenant la parole devant une assistance attentive, le n°1 du FFS a commencé par rappeler brièvement les conditions dans lesquelles est né le FFS, «au moment de la crise qui a sévi en 1962, au lendemain de l'Indépendance, lorsque le système s'est emparé du pouvoir» comme il a rappelé que «depuis ce jour, nous n'avons jamais cessé de revendiquer l'émergence d'un Etat où la démocratie serait effective et non pas de simples slogans sur les pages des Constitutions qui se sont succédés, mais un Etat où le peuple serait la source réelle de tous les pouvoirs». Pour le FFS «de 1962 à

1989, nous avons vécu sous la chape du parti unique, faisant fi des droits et ignorant les libertés, à l'ombre d'un système répressif étouffant toutes les voix qui réclamaient le multipartisme».

L'orateur a rappelé aussi «au début de la décennie noire, nous avons pris l'initiative et suggéré l'établissement d'une concorde civile entre tous les Algériens afin d'éviter l'effusion de sang, cependant le pouvoir est resté sourd et cela s'est soldé par plus de 200 000 morts et quelque 20 000 disparus, sans compter les dégâts matériels considérables engendrés». Abordant la situation poli-

tique actuelle, Nebou dira «tous les indicateurs actuellement sont au rouge, ce qui présage un effondrement de l'Etat, et la classe politique actuellement ne veut pas prendre ses responsabilités».

Fustigeant le pouvoir, Nebou Mohammed ne mâche pas ses mots pour dire «on préfère la fuite en avant et le bricolage par la pratique des réformes, comme récemment le remaniement ministériel ou les feuilletonnages judiciaires contre la corruption».

Pour le FFS, la crise que traverse l'Algérie est ourdie et programmée par des cercles qui visent le démantèlement de toutes les institutions, et la chute des prix du pétrole n'a fait que révéler la faiblesse de notre économie et l'incompétence des dirigeants.

Abordant les retombées de la crise actuelle, le n°1 du FFS soutient que «ce ne sera pas aux

citoyens seuls de supporter les retombées négatives de cette crise, ce ne sera pas à eux seuls de payer la facture, la gestion de ces retombées doit s'appliquer de manière empreinte de justice sociale».

Tirant la sonnette d'alarme, Mohammed Nebou dira «à quoi pourra servir de rester au pouvoir ou de s'engager dans une course pour le pouvoir si l'Algérie s'effondre ?», et de prendre les exemples de la Syrie et de la voisine Libye «que récoltent, aujourd'hui, les systèmes d'Al Assad, de Kadhafi et de Abdelhadi Mansour, eux et leurs oppositions».

L'orateur conclut : «Ignorer la relation dialectique entre le politique et l'économique et continuer à afficher cette ignorance ne peut que précipiter le pays dans un gouffre».

Karim O.

CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL DE TAJ :

«Nous soumettrons nos propositions à Bouteflika»

Le Rassemblement espoir de l'Algérie, TAJ, multiplie les conférences thématiques. Hier, c'était une conférence nationale dédiée à la problématique du développement local que le parti de Amar Ghoul a organisée à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj, à Alger : «Les résolutions finales seront transmises au Président Bouteflika», précisera le nouveau ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Parmi les invités de la cérémonie d'ouverture, que Ghoul voulait grandiose, l'on comptait d'ailleurs l'un des principaux conseillers de Abdelaziz Bouteflika, Mohamed Ali Boughazi, un représentant du

Premier ministre Abdelmalek Sellal, l'ancien ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, le président du Cnes, Mohamed Seghir Babes, l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Alger et une multitude d'autres invités nationaux et étrangers. «Notre objectif est de proposer des alternatives», dira Ghoul dans son allocution d'ouverture. En conférence de presse, il explicitera mieux son propos : «Nos propositions seront soumises au président de la République. Il y a des opportunités qui se présentent pour que cela soit pris en charge, comme la loi de finances complémentaire pour 2015, la loi de finances pour 2016, la révision de la Constitution», entre autres. Le patron de Taj, qui a évité soigneusement, hier, d'aborder l'actualité politique, a préféré tout axer sur le thème même du jour, le développement local. «L'on ne

peut parler de développement local sans, au préalable, avoir consolidé la stabilité, la sécurité et la paix. Au niveau national, régional et international», insistera-t-il. Il est également incontournable que de tenir compte «de l'élément humain, qui doit être au cœur même de nos efforts, de tout projet de développer la collectivité locale». De même qu'il est impératif de tenir compte des changements climatiques à prévoir sur des années». Pour Ghoul, «à l'avenir, il y a lieu de faire en sorte que les propositions viennent de la base et non plus d'en haut s'agissant du développement local. Nous voulons des propositions concrètes basées sur des réalités scientifiques et géographiques (...) Nous devons également commencer à envisager l'exploitation de nos gros gisements miniers dans le Sud comme Ghar Djililat et à exploiter les 96% du territoire

national pratiquement inexploité jusque-là». Pour Ghoul, l'intérêt de ce genre de conférences réside aussi dans le fait, pour le parti, de préparer de futures échéances électorales, à savoir les législatives et les locales. Or, avec un FLN qui contrôle désormais presque tout l'exécutif, un parti comme le TAJ ne craint-il pas de grosses fraudes de l'administration en faveur du parti majoritaire ? Ghoul préfère toutefois éluder la question, se contentant d'une réponse «soft» : «Nous avons entièrement confiance en la personne du Président ainsi qu'au gouvernement. Nous sommes tous des partis au service de l'Algérie. Chacun est libre de choisir le parti qu'il veut.»

Il faut dire pourtant que ce sera le FLN qui «organisera» les prochaines élections...

K. A.